

Les grands textes de droit international privé

2^e édition

2016

Sandrine Clavel

Professeur à l'Université de Versailles Saint-Quentin
et membre du Laboratoire de droit des affaires et nouvelles technologies

Estelle Gallant

Maître de conférences HDR à l'Université Paris I
et membre du Département Sorbonne – Études des relations privées internationales

DALLOZ

TABLE DES MATIÈRES

Préface	V
 PREMIÈRE PARTIE – LA MATIÈRE CIVILE ET COMMERCIALE	 1
 SOUS-PARTIE I – UNION EUROPÉENNE	 2
 I – RÈGLEMENTS	
1 Règlement (CEE) n° 2137/85 du Conseil du 25 juillet 1985 relatif à l'institution d'un groupement européen d'intérêt économique	3
2 Règlement (CE) n° 2027/97 du Conseil du 9 octobre 1997 relatif à la responsabilité des transporteurs aériens en cas d'accident	15
3 Règlement (CE) n° 1346/2000 du Conseil du 29 mai 2000 relatif aux procédures d'insolvabilité	19
4 Règlement (CE) n° 44/2001 du Conseil du 22 décembre 2000 concernant la compétence judiciaire, la reconnaissance et l'exécution des décisions en matière civile et commerciale (« Bruxelles I »)	36
5 Règlement (CE) n° 2157/2001 du Conseil du 8 octobre 2001 relatif au statut de la société européenne	57
6 Règlement (CE) n° 6/2002 du Conseil du 12 décembre 2001 sur les dessins ou modèles communautaires	80

7	Règlement (CE) n° 889/2002 du Parlement européen et du Conseil du 13 mai 2002 modifiant le règlement (CE) n° 2027/97 du Conseil relatif à la responsabilité des transporteurs aériens en cas d'accident	119
8	Règlement (CE) n° 1435/2003 du Conseil du 22 juillet 2003 relatif au statut de la société coopérative européenne	125
9	Règlement (CE) n° 261/2004 du Parlement européen et du Conseil du 11 février 2004 établissant des règles communes en matière d'indemnisation et d'assistance des passagers en cas de refus d'embarquement et d'annulation ou de retard important d'un vol, et abrogeant le règlement (CEE) n° 295/91	157
10	Règlement (CE) n° 785/2004 du Parlement européen et du Conseil du 21 avril 2004 relatif aux exigences en matière d'assurance applicables aux transporteurs aériens et aux exploitants d'aéronefs	166
11	Règlement (CE) n° 1891/2006 du Conseil du 18 décembre 2006 modifiant les règlements (CE) n° 6/2002 et (CE) n° 40/94 en vue de donner effet à l'adhésion de la Communauté européenne à l'acte de Genève de l'arrangement de La Haye concernant l'enregistrement international des dessins et modèles industriels	167
12	Règlement n° 864/2007 du Parlement européen et du Conseil du 11 juillet 2007 sur la loi applicable aux obligations non contractuelles (« Rome II »)	171
13	Règlement (CE) n° 1371/2007 du Parlement européen et du Conseil du 23 octobre 2007 sur les droits et obligations des voyageurs ferroviaires	185
14	Règlement (CE) n° 1107/2006 du Parlement européen et du Conseil du 5 juillet 2006, concernant les droits des personnes handicapées et des personnes à mobilité réduite lorsqu'elles font des voyages aériens ..	217
15	Règlement (CE) n° 593/2008 du Parlement européen et du Conseil du 17 juin 2008 sur la loi applicable aux obligations contractuelles (« Rome I »)	218
16	Règlement (CE) n° 207/2009 du Conseil du 26 février 2009 sur la marque communautaire (version codifiée)	234
17	Règlement (CE) n° 392/2009 du Parlement européen et du Conseil du 23 avril 2009 relatif à la responsabilité des transporteurs de passagers par mer en cas d'accident	290
18	Règlement (UE) n° 1177/2010 du Parlement européen et du Conseil du 24 novembre 2010 concernant les droits des passagers voyageant par mer ou par voie de navigation intérieure	297

19	Règlement (UE) n° 181/2011 du Parlement et du Conseil du 16 février 2011 concernant les droits des passagers dans le transport par autocar et modifiant le règlement (CE) n° 2006/2004	314
20	Règlement (UE) n° 1215/2012 du Parlement européen et du Conseil du 12 décembre 2012 concernant la compétence judiciaire, la reconnaissance et l'exécution des décisions en matière civile et commerciale (refonte) (« Bruxelles I bis »)	330
21	Règlement (UE) n° 1257/2012 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2012 mettant en œuvre la coopération renforcée dans le domaine de la création d'une protection unitaire conférée par un brevet	357
22	Règlement (UE) n° 1260/2012 du Conseil du 17 décembre 2012 mettant en œuvre la coopération renforcée dans le domaine de la création d'une protection unitaire conférée par un brevet, en ce qui concerne les modalités applicables en matière de traduction	362
23	Règlement (UE) n° 542/2014 du Parlement européen et du Conseil du 15 mai 2014 portant modification du règlement (UE) n° 1215/2012 en ce qui concerne les règles à appliquer à la juridiction unifiée du brevet et à la Cour de justice Benelux	363
24	Règlement (UE) n° 910/2014 du Parlement européen et du Conseil du 23 juillet 2014 sur l'identification électronique et les services de confiance pour les transactions électroniques au sein du marché intérieur et abrogeant la directive 1999/93/CE	367
25	Règlement (UE) n° 2015/848 du Parlement européen et du Conseil du 20 mai 2015 relatif aux procédures d'insolvabilité (refonte)	369

II – DIRECTIVES

26	Directive 93/12/CEE du Conseil du 5 avril 1993 concernant les clauses abusives dans les contrats conclus avec les consommateurs	419
27	Directive 96/71/CE du Parlement européen et du Conseil du 16 décembre 1996 concernant le détachement de travailleurs effectué dans le cadre d'une prestation de services	420
28	Directive 1999/44/CU du Parlement européen et du Conseil du 25 mai 1999 sur certains aspects de la vente et des garanties des biens de consommation	427
29	Directive 2000/31/CE du Parlement européen et du Conseil du 8 juin 2000 relative à certains aspects juridiques du commerce électronique dans le marché intérieur (« directive sur le commerce électronique »)	428

30	Directive 2001/17/CE du Parlement européen et du Conseil du 19 mars 2001 concernant l'assainissement et la liquidation des entreprises d'assurance	449
31	Directive 2001/24/CE du Parlement européen et du Conseil du 4 avril 2001 concernant l'assainissement et la liquidation des établissements de crédit	449
32	Directive 2001/86/CE du Conseil du 8 octobre 2001 complétant le statut de la société européenne pour ce qui concerne l'implication des travailleurs	449
33	Directive 2002/47/CE du Parlement européen et du Conseil du 6 juin 2002 concernant les contrats de garantie financière	450
34	Directive 2002/65/CE du Parlement européen et du Conseil du 23 septembre 2002 concernant la commercialisation à distance de services financiers auprès des consommateurs	451
35	Directive 2003/6/CE du Parlement européen et du Conseil du 28 janvier 2003 sur les opérations d'initiés et les manipulations de marché (abus de marché)	451
36	Directive 2003/72/CE du Conseil du 22 juillet 2003 complétant le statut de la société coopérative européenne pour ce qui concerne l'implication des travailleurs	451
37	Directive 2004/25/CE du Parlement européen et du Conseil du 21 avril 2004 concernant les offres publiques d'acquisition (texte présentant de l'intérêt pour l'EEE)	451
38	Directive 2005/56/CE du Parlement européen et du Conseil du 26 octobre 2005 sur les fusions transfrontalières de sociétés de capitaux (version consolidée)	452
39	Directive 2006/123/CE du Parlement européen et du Conseil du 12 décembre 2006 relative aux services dans le marché intérieur	464
40	Directive 2008/43/CU du Parlement et du Conseil du 23 avril 2008 concernant les contrats de crédit aux consommateurs et abrogeant la directive 87/102/CEE du Conseil	465
41	Directive 2008/122/CE du Parlement européen et du Conseil du 14 janvier 2009 relative à la protection des consommateurs en ce qui concerne certains aspects des contrats d'utilisation de biens à temps partagé, des contrats de produits de vacances à long terme et des contrats de revente et d'échange	466

42	Directive 2009/38/CE du Parlement européen et du Conseil du 6 mai 2009 concernant l'institution d'un comité d'entreprise européen ou d'une procédure dans les entreprises de dimension communautaire et les groupes d'entreprises de dimension communautaire en vue d'informer et consulter les travailleurs (refonte)	467
43	Directive 2009/138/CE du Parlement européen et du Conseil du 25 novembre 2009 sur l'accès aux activités de l'assurance et de la réassurance et leur exercice (« solvabilité II »)	483
44	Directive 2011/83/UE du Parlement européen et du Conseil du 25 octobre 2011 relative aux droits du consommateur, modifiant la directive 93/13/CEE du Conseil et la directive 1999/44/CE du Parlement européen et du Conseil et abrogeant la directive 85/577/CE du Conseil et la directive 97/7/CE du Parlement européen et du Conseil	483
45	Directive 2014/60/UE du Parlement européen et du Conseil du 15 mai 2015 relative à la restitution de biens culturels ayant quitté illicitement le territoire d'un État membre et modifiant le règlement (UE) n° 1024/2012 (refonte)	483

III – DÉCISION

46	Décision n° 2001/470/CE du Conseil du 28 mai 2001 relative à la création d'un réseau judiciaire européen en matière civile et commerciale	484
-----------	---	-----

SOUS-PARTIE II – CONVENTIONS INTERNATIONALES	496
---	-----

I – CONVENTIONS MULTILATÉRALES

47	Convention de Paris du 20 mars 1883, pour la protection de la propriété industrielle, révisée	497
48	Convention de Berne du 9 septembre 1886 pour la protection des œuvres littéraires et artistiques, révisée	519
49	Convention de Bruxelles du 25 août 1924 pour l'unification de certaines règles en matière de connaissance (Règles de La Haye)	548
50	Convention de Varsovie du 12 octobre 1929 pour l'unification de certaines règles relatives au transport aérien international	554
51	Convention de Genève du 7 juin 1930 destinée à régler certains conflits de lois en matière de lettres de change et de billets à ordre	563
52	Convention de Genève du 19 mars 1931 destinée à régler certains conflits de lois en matière de chèques	567

53	Convention universelle sur le droit d'auteur de Genève du 6 septembre 1952	571
54	Convention de La Haye du 15 juin 1955 sur la loi applicable aux ventes à caractère international d'objets mobiliers corporels	578
55	Protocole de La Haye du 28 septembre 1955 portant modification de la Convention pour l'unification de certaines règles relatives au transport aérien international signée à Varsovie le 12 octobre 1929, signé à La Haye, le 28 septembre 1955	581
56	Convention de Genève du 19 mai 1956 relative au contrat de transport international de marchandises par route (CMR)	587
57	Convention de Guadalajara du 18 septembre 1961, complémentaire à la Convention de Varsovie, pour l'unification de certaines règles relatives au transport aérien international effectué par une personne autre que le transporteur	601
58	Convention de Rome du 26 octobre 1961 pour la protection des artistes interprètes ou exécutants, des producteurs de phonogrammes et des organismes de radiodiffusion	605
59	Protocole de Bruxelles du 23 février 1968 portant modification de la Convention internationale pour l'unification de certaines règles en matière de connaissance signée à Bruxelles le 25 août 1924 (Règles de Visby)	614
60	Convention de Paris du 14 novembre 1970 concernant les mesures à prendre pour interdire ou empêcher l'importation, l'exportation et le transfert de propriété illicites des biens culturels	618
61	Convention de La Haye du 4 mai 1971 sur la loi applicable en matière d'accidents de la circulation routière	625
62	Convention de La Haye du 2 octobre 1973 sur la loi applicable à la responsabilité du fait des produits	629
63	Convention de Munich du 5 octobre 1973 sur la délivrance de brevets européens, révisée	633
64	Convention de La Haye du 14 mars 1978 sur la loi applicable aux contrats d'intermédiaires	677
65	Protocole de Genève du 5 juillet 1978 additionnel à la Convention relative au contrat de transport international de marchandises par route (DTS)	682

66	Protocole de Bruxelles du 21 décembre 1979 portant modification de la Convention internationale pour l'unification de certaines règles en matière de connaissance du 25 août 1924, telle qu'amendée par le Protocole modificatif du 23 février 1968 (Protocole « DTS »)	686
67	Convention de Vienne du 11 avril 1980 sur les contrats de vente internationale de marchandises	689
68	Convention de Berne du 9 mai 1980 relative aux transports internationaux ferroviaires (COTIF)	710
69	Convention de Rome du 19 juin 1980 sur la loi applicable aux obligations contractuelles (version consolidée)	731
70	Convention d'Ottawa du 28 mai 1988 sur l'affacturage international	744
71	Convention d'Ottawa du 28 mai 1988 sur le crédit-bail international	750
72	Convention de Montréal du 28 mai 1999 pour l'unification de certaines règles relatives au transport aérien international	758
73	Protocole de Vilnius du 3 juin 1999, portant modification de la Convention relative aux transports internationaux ferroviaires (COTIF)	775
74	Convention de La Haye du 30 juin 2005 sur les accords d'élection de for	799
75	Convention de Lugano du 30 octobre 2007 concernant la compétence judiciaire, la reconnaissance et l'exécution des décisions en matière civile et commerciale	810
76	Accord du 19 février 2013 relatif à une juridiction unifiée du brevet	833

II – CONVENTION BILATÉRALE

77	Convention bilatérale de Paris du 13 septembre 1950 relative à la faillite et à la liquidation judiciaire entre la France et la Principauté de Monaco ...	834
----	---	-----

SOUS-PARTIE III – SOURCES INTERNES

78	Code civil	835
79	Code de commerce	836
80	Code de la consommation	843
81	Code de la propriété intellectuelle	846
82	Code de procédure civile	856
83	Code des assurances : loi applicable aux contrats d'assurance	857

84	Code du patrimoine	860
85	Code du travail	865
86	Décret n° 66-1078 du 31 décembre 1966 sur les contrats d'affrètement et de transport maritimes, articles 54 et 73	871
87	Circulaire du 12 février 2015 de présentation des dispositions du décret n° 2014-1633 du 26 décembre 2014 modifiant le décret n° 2010-434 du 29 avril 2010 relatif à la communication par la voie électronique en matière de procédure civile et portant adaptation au droit de l'Union européenne ..	872

DEUXIÈME PARTIE – LE DROIT DES PERSONNES ET DE LA FAMILLE 873

SOUS-PARTIE I – UNION EUROPÉENNE 874

I – RÈGLEMENTS

88	Règlement (CE) n° 2201/2003 du Conseil du 27 novembre 2003, relatif à la compétence, la reconnaissance et l'exécution des décisions en matière matrimoniale et en matière de responsabilité parentale abrogeant le règlement (CE) n° 1347/2000 (règlement dit « Bruxelles II bis »)	875
89	Règlement (CE) n° 4/2009 du Conseil du 18 décembre 2008 relatif à la compétence, la loi applicable, la reconnaissance et l'exécution des décisions et la coopération en matière d'obligations alimentaires	900
90	Règlement (UE) n° 1259/2010 du Conseil du 20 décembre 2010, « Rome III » mettant en œuvre une coopération renforcée dans le domaine de la loi applicable au divorce et à la séparation de corps	932
91	Règlement n° 650/2012 du 4 juillet 2012 relatif à la compétence, la loi applicable, la reconnaissance et l'exécution des décisions et des actes authentiques en matière de successions et à la création d'un certificat successoral européen	941
92	Règlement (UE) n° 606/2013 du Parlement européen et du Conseil du 12 juin 2013 relatif à la reconnaissance mutuelle des mesures de protection en matière civile	979

II – DÉCISIONS

93	Décision 2012/714/UE de la Commission du 21 novembre 2012 confirmant la participation de la Lituanie à la coopération renforcée dans le domaine de la loi applicable au divorce et à la séparation de corps	991
-----------	---	-----

94	Décision (2014/39/UE) de la Commission du 27 janvier 2014 confirmant la participation de la Grèce à la coopération renforcée dans le domaine de la loi applicable au divorce et à la séparation de corps	991
-----------	--	-----

SOUS-PARTIE II – CONVENTIONS INTERNATIONALES	992
---	------------

I – CONVENTIONS MULTILATÉRALES

95	Convention CIEC n° 1 du 27 septembre 1956 relative à la délivrance de certains extraits d'actes de l'état civil destinés à l'étranger (signée à Paris)	993
96	Convention CIEC n° 3 du 4 septembre 1958 concernant l'échange international d'informations en matière d'état civil (signée à Istanbul)	997
97	Convention CIEC n° 4 du 4 septembre 1958 relative aux changements de noms et de prénoms (signée à Istanbul)	1000
98	Convention CIEC n° 5 du 14 septembre 1961 portant extension de la compétence des autorités qualifiées pour recevoir les reconnaissances d'enfants naturels (signée à Rome)	1003
99	Convention de La Haye du 5 octobre 1961 sur les conflits de lois en matière de forme des dispositions testamentaires	1006
100	Convention de La Haye du 5 octobre 1961 concernant la compétence des autorités et la loi applicable en matière de protection des mineurs	1009
101	Convention CIEC n° 9 du 10 septembre 1964 relative aux décisions de rectification d'actes de l'état civil (signée à Paris)	1013
102	Convention CIEC n° 12 du 10 septembre 1970 sur la légitimation par mariage (signée à Rome)	1016
103	Convention de La Haye du 2 octobre 1973 sur la loi applicable aux obligations alimentaires	1021
104	Convention de La Haye du 2 octobre 1973 sur la reconnaissance et l'exécution des décisions relatives aux obligations alimentaires	1025
105	Convention de Washington du 26 octobre 1973 portant loi uniforme sur la forme d'un testament international	1032
106	Convention CIEC n° 16 du 8 septembre 1976 relative à la délivrance d'extraits plurilingues d'actes de l'état civil (signée à Vienne)	1037
107	Convention de La Haye du 14 mars 1978 sur la loi applicable aux régimes matrimoniaux	1041

108	Convention européenne de Luxembourg du 20 mai 1980 sur la reconnaissance et l'exécution des décisions en matière de garde des enfants et le rétablissement de la garde des enfants	1047
109	Convention de La Haye du 25 octobre 1980 sur les aspects civils de l'enlèvement international d'enfants	1055
110	Convention CIEC n° 21 du 8 septembre 1982 relative à la délivrance d'un certificat de diversité de noms de famille (signée à La Haye)	1063
111	Convention CIEC n° 23 du 6 septembre 1989, protocole additionnel à la convention concernant l'échange international d'informations en matière d'état civil signée à Istanbul le 4 septembre 1958 (signé à Patras) .	1067
112	Convention CIEC n° 24 du 5 septembre 1990 relative à la reconnaissance et à la mise à jour des livrets d'état civil (signée à Madrid)	1069
113	Convention de La Haye du 29 octobre 1993 sur la protection des enfants et la coopération en matière d'adoption internationale	1072
114	Convention de La Haye du 19 octobre 1996 concernant la compétence, la loi applicable, la reconnaissance, l'exécution et la coopération en matière de responsabilité parentale et de mesures de protection des enfants	1081
115	Convention CIEC n° 26 du 12 septembre 1997 concernant l'échange international d'informations en matière d'état civil (signée à Neuchâtel) ...	1094
116	Convention de La Haye du 13 janvier 2000 sur la protection internationale des adultes	1098
117	Convention de Lugano du 30 octobre 2007 concernant la compétence judiciaire, la reconnaissance et l'exécution des décisions en matière civile et commerciale	1108
118	Protocole de La Haye du 23 novembre 2007 sur la loi applicable aux obligations alimentaires	1109
119	Convention du 23 novembre 2007 sur le recouvrement international des aliments destinés aux enfants et à d'autres membres de la famille	1116

II – CONVENTIONS BILATÉRALES

120	Accord France-Burkina Faso du 24 avril 1961 de coopération en matière de justice	1139
121	Accord franco-ivoirien du 24 avril 1961 de coopération en matière de justice	1139
122	Accord franco-mauritanien du 19 juin 1961 en matière de justice	1139

123	Accord franco-malien du 2 février 1962 de coopération en matière de justice	1139
124	Convention franco-gabonaise du 23 juillet 1963 d'aide mutuelle judiciaire, d' <i>exequatur</i> des jugements et d'extradition	1139
125	Accord France-Centrafrrique du 18 janvier 1965 de coopération en matière de justice	1140
126	Convention franco-polonaise du 5 avril 1967 relative à la loi applicable, la compétence et l' <i>exequatur</i> dans le droit des personnes et de la famille ..	1140
127	Convention franco-yougoslave du 18 mai 1971 relative à la loi applicable et à la compétence en matière de droit des personnes et de la famille	1140
128	Convention franco-malgache du 4 juin 1973 relative à l'entraide judiciaire, la compétence judiciaire, la reconnaissance et l'exécution des décisions et l'extradition simplifiée	1140
129	Convention franco-congolaise du 1 ^{er} janvier 1974 de coopération en matière judiciaire	1140
130	Accord franco-camerounais du 21 février 1974 de coopération en matière de justice	1141
131	Convention franco-sénégalaise du 29 mars 1974 de coopération en matière judiciaire	1141
132	Accord franco-béninois du 27 février 1975 de coopération en matière de justice	1141
133	Accord franco-tchadien du 6 mars 1976 en matière judiciaire	1141
134	Convention judiciaire franco-togolaise du 23 mars 1976	1141
135	Convention franco-nigérienne du 19 février 1977 de coopération en matière judiciaire	1141
136	Convention franco-marocaine du 10 août 1981 relative au statut des personnes et de la famille et à la coopération judiciaire	1142
137	Convention franco-égyptienne du 15 mars 1982 sur la coopération judiciaire en matière civile, y compris le statut personnel, et en matière sociale, commerciale et administrative	1148
138	Convention franco-tunisienne du 18 mars 1982 relative à l'entraide judiciaire en matière de droit de garde des enfants, de droit de visite et d'obligations alimentaires	1148
139	Convention franco-portugaise du 20 juillet 1983 de coopération judiciaire relative à la protection des mineurs	1148
140	Convention France-Djibouti du 27 septembre 1986, de coopération judiciaire en matière civile, y compris le statut personnel	1149

141	Convention franco-algérienne du 21 juin 1988 relative aux enfants issus de couples mixtes séparés franco-algériens	1149
142	Convention France-Émirats arabes unis du 9 septembre 1991 relative à l'entraide judiciaire, la reconnaissance et l'exécution des décisions en matière civile et commerciale	1149
143	Convention franco-brésilienne du 28 mai 1996, d'entraide judiciaire en matière civile	1149
144	Convention franco-vietnamienne du 24 février 1999 relative à l'entraide judiciaire en matière civile	1149
145	Accord franco-libanais du 12 juillet 1999 concernant la coopération en certaines matières familiales	1150
146	Traité franco-russe du 18 novembre 2011 relatif à la coopération dans le domaine de l'adoption	1150

SOUS-PARTIE III – SOURCES INTERNES 1151

147	Loi n° 2013-404 du 17 mai 2013 ouvrant le mariage aux couples de personnes de même sexe	1152
148	Code civil	1152
149	Code de l'organisation judiciaire	1159
150	Code de procédure civile	1160
151	Circulaire du 25 janvier 2013, ministère de la Justice : délivrance des certificats de nationalité française – Conventions de mère porteuse – État civil étranger (Circulaire « Taubira »)	1170
152	Circulaire du 22 octobre 2014 relative aux effets juridiques du recueil légal en France	1171

TROISIÈME PARTIE – PROCÉDURE ET COOPÉRATION D'AUTORITÉS 1183

SOUS-PARTIE I – UNION EUROPÉENNE 1184

I – CONVENTION

153	Convention de Bruxelles du 25 mai 1987 relative à la suppression de la légalisation d'actes dans les États membres des communautés européennes	1185
------------	--	------

II – RÈGLEMENTS

154	Règlement (CE) n° 1346/2000 du Conseil du 29 mai 2000 relatif aux procédures d'insolvabilité	1188
155	Règlement (CE) n° 1206/2001 du Conseil du 28 mai 2001 relatif à la coopération entre les juridictions des États membres dans le domaine de l'obtention des preuves en matière civile ou commerciale	1188
156	Règlement (CE) n° 743/2002 du Conseil du 25 avril 2002 établissant un cadre général communautaire d'activités en vue de faciliter la coopération judiciaire en matière civile	1199
157	Règlement (CE) n° 805/2004 du Parlement européen et du Conseil du 21 avril 2004 portant création d'un titre exécutoire européen pour les créances incontestées	1206
158	Règlement (CE) n° 2006/2004 du Parlement européen et du Conseil du 27 octobre 2004 relatif à la coopération entre les autorités nationales chargées de veiller à l'application de la législation en matière de protection des consommateurs (« règlement relatif à la coopération en matière de protection des consommateurs »)	1219
159	Règlement (CE) n° 1869/2005 de la Commission du 16 novembre 2005 remplaçant les annexes du règlement (CE) n° 805/2004 du Parlement européen et du Conseil portant création d'un titre exécutoire européen pour les créances incontestées	1231
160	Règlement (CE) n° 1896/2006 du Parlement européen et du Conseil du 12 décembre 2006 instituant une procédure européenne d'injonction de payer	1232
161	Règlement (CE) n° 861/2007 du Parlement européen et du Conseil du 11 juillet 2007 instituant une procédure européenne de règlement des petits litiges	1246
162	Règlement (CE) n° 1393/2007 du Parlement européen et du Conseil du 13 novembre 2007, dit « signification ou notification des actes » relatif à la signification et à la notification dans les États membres des actes judiciaires et extrajudiciaires en matière civile ou commerciale, et abrogeant le règlement (CE) n° 1348/2000 du Conseil	1259
163	Règlement (UE) n° 954/2011 du Parlement européen et du Conseil du 14 septembre 2011 modifiant le règlement (CE) n° 2006/2004 relatif à la coopération entre les autorités nationales chargées de veiller à l'application de la législation en matière de protection des consommateurs	1271

- 164** Règlement (UE) n° 524/2013 du Parlement européen et du Conseil du 21 mai 2013 relatif au règlement en ligne des litiges de consommation et modifiant le règlement (CE) n° 2006/2004 et la directive 2009/22/CE (règlement relatif au RLLC) 1275
- 165** Règlement (UE) n° 655/2014 du Parlement européen et du Conseil du 15 mai 2014 portant création d'une procédure d'ordonnance européenne de saisie conservatoire des comptes bancaires, destinée à faciliter le recouvrement transfrontière de créances en matière civile et commerciale 1291
- 166** Règlement (UE) n° 2015/848 du Parlement européen et du Conseil du 20 mai 2015 relatif aux procédures d'insolvabilité (refonte) 1326

III – DIRECTIVES

- 167** Directive du Conseil, du 27 janvier 2003, visant à améliorer l'accès à la justice dans les affaires transfrontalières par l'établissement de règles minimales communes relatives à l'aide judiciaire accordée dans le cadre de telles affaires 1327
- 168** Directive 2008/52/CE du Parlement européen et du Conseil du 21 mai 2008 sur certains aspects de la médiation en matière civile et commerciale 1337
- 169** Directive 2013/11/UE du Parlement européen et du Conseil du 21 mai 2013 relative au règlement extrajudiciaire des litiges de consommation et modifiant le règlement (CE) n° 2006/2004 et la directive 2009/22/CE (directive relative au RELC) 1344

IV – DÉCISIONS

- 170** Décision n° 2001/470/CE du Conseil du 28 mai 2001 relative à la création d'un réseau judiciaire européen en matière civile et commerciale 1370
- 171** Décision-cadre 2009/299/JAI du Conseil du 26 février 2009 portant modification des décisions-cadres 2002/584/JAI, 2005/214/JAI, 2006/783/JAI, 2008/909/JAI et 2008/947/JAI, renforçant les droits procéduraux des personnes et favorisant l'application du principe de reconnaissance mutuelle aux décisions rendues en l'absence de la personne concernée lors du procès 1370

SOUS-PARTIE II – CONVENTIONS INTERNATIONALES 1371

I – CONVENTIONS MULTILATÉRALES

- 172** Convention de La Haye du 1^{er} mars 1954 relative à la procédure civile 1372

173	Convention CIEC n° 2 du 26 septembre 1957 relative à la délivrance gratuite et à la dispense de légalisation des expéditions d'actes de l'état civil (signée à Luxembourg)	1379
174	Convention de Vienne du 18 avril 1961 sur les relations diplomatiques	1382
175	Convention de La Haye du 5 octobre 1961 supprimant l'exigence de la légalisation des actes publics étrangers	1388
176	Convention de Vienne du 24 avril 1963 sur les relations consulaires	1391
177	Convention de La Haye du 15 novembre 1965 relative à la signification et à la notification à l'étranger des actes judiciaires et extrajudiciaires en matière civile ou commerciale	1403
178	Convention européenne de Londres du 7 juin 1968 dans le domaine de l'information sur le droit étranger	1409
179	Convention européenne de Londres du 7 juin 1968 relative à la suppression de la légalisation des actes établis par les agents diplomatiques ou consulaires	1414
180	Convention de La Haye du 18 mars 1970 sur l'obtention des preuves à l'étranger en matière civile ou commerciale	1416
181	Accord européen de Strasbourg du 27 janvier 1977 sur la transmission des demandes d'assistance judiciaire	1424
182	Convention CIEC n° 17 du 15 septembre 1977 portant dispense de légalisation pour certains actes et documents (signée à Athènes)	1427
183	Convention européenne de Strasbourg du 24 novembre 1977 sur la notification à l'étranger des documents en matière administrative	1429
184	Protocole de Strasbourg du 15 mars 1978 additionnel à la Convention européenne dans le domaine de l'information sur le droit étranger	1435
185	Convention de La Haye du 25 octobre 1980 tendant à faciliter l'accès international à la justice	1438
186	Convention de La Haye du 30 juin 2005 sur les accords d'élection de for .	1446

II – CONVENTIONS BILATÉRALES

187	Accord France-Burkina Faso du 24 avril 1961 de coopération en matière de justice	1447
188	Accord franco-ivoirien du 24 avril 1961 de coopération en matière de justice	1447
189	Accord franco-mauritanien du 19 juin 1961 en matière de justice	1447

190	Accord franco-malien du 2 février 1962 de coopération en matière de justice	1447
191	Convention franco-gabonaise du 23 juillet 1963 d'aide mutuelle judiciaire, d' <i>exequatur</i> des jugements et d'extradition	1447
192	Accord France-Centrafrique du 18 janvier 1965 de coopération en matière de justice	1447
193	Convention franco-malgache du 4 juin 1973 relative à l'entraide judiciaire, la compétence judiciaire, la reconnaissance et l'exécution des décisions et l'extradition simplifiée	1448
194	Convention franco-congolaise du 1 ^{er} janvier 1974 de coopération en matière judiciaire	1448
195	Accord franco-camerounais du 21 février 1974 de coopération en matière de justice	1448
196	Convention franco-sénégalaise du 29 mars 1974 de coopération en matière judiciaire	1448
197	Accord franco-béninois du 27 février 1975 de coopération en matière de justice	1448
198	Accord franco-tchadien du 6 mars 1976 en matière judiciaire	1448
199	Convention judiciaire franco-togolaise du 23 mars 1976	1449
200	Convention franco-nigérienne du 19 février 1977 de coopération en matière judiciaire	1449
201	Convention franco-marocaine du 10 août 1981 relative au statut des personnes et de la famille et à la coopération judiciaire	1449
202	Convention franco-égyptienne du 15 mars 1982 sur la coopération judiciaire en matière civile, y compris le statut personnel, et en matière sociale, commerciale et administrative	1449
203	Convention franco-tunisienne du 18 mars 1982 relative à l'entraide judiciaire en matière de droit de garde des enfants, de droit de visite et d'obligations alimentaires	1449
204	Convention France-Djibouti du 27 septembre 1986, de coopération judiciaire en matière civile, y compris le statut personnel	1450
205	Convention France-Émirats arabes unis du 9 septembre 1991 relative à l'entraide judiciaire, la reconnaissance et l'exécution des décisions en matière civile et commerciale	1450
206	Convention franco-brésilienne du 28 mai 1996 d'entraide judiciaire en matière civile	1450

207	Convention franco-vietnamienne du 24 février 1999 relative à l'entraide judiciaire en matière civile	1450
208	Accord franco-libanais du 12 juillet 1999 concernant la coopération en certaines matières familiales	1450
	SOUS-PARTIE III – SOURCES INTERNES	1451
209	Code civil	1451
210	Code de procédure civile	1453
211	Loi n° 68-678 du 26 juillet 1968 relative à la communication de documents et renseignements d'ordre économique, commercial, industriel, financier ou technique à des personnes physiques ou morales étrangères, modifiée par la loi n° 80-538 et l'ordonnance n° 2000-916 (version consolidée)	1466
212	Décret n° 81-550 du 12 mai 1981 portant application de la loi n° 68-678 du 26 juillet 1968 relative à la communication de documents et renseignements d'ordre économique, commercial ou technique à des personnes physiques ou morales étrangères	1467
213	Circulaire interministérielle du 4 mai 1981 relative à la procédure simplifiée de légalisation des actes et documents administratifs destinés à être produits à l'étranger	1468
214	Loi n° 2005-750 du 4 juillet 2005 portant diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans le domaine de la justice	1469
215	Décret n° 2005-1470 du 29 novembre 2005 relatif à l'aide juridictionnelle accordée dans les litiges transfrontaliers en matière civile ou commerciale et modifiant le décret n° 91-1266 du 19 décembre 1991	1471
216	Circulaire du 29 mars 2006 du Service de l'accès au droit et à la justice et de la politique de la ville présentant les dispositions de la loi n° 2005-750 du 4 juillet 2005 portant diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans le domaine de la justice et du décret n° 2005-1470 du 29 novembre 2005 relatif à l'aide juridictionnelle dans les litiges transfrontaliers en matière civile ou commerciale et modifiant le décret n° 91-1266 du 19 décembre 1991	1473
217	Circulaire de la DACS du 26 mai 2009 relative à l'application du règlement (CE) n° 861/2007 du Parlement européen et du Conseil du 11 juillet 2007 instituant une procédure européenne de règlement des petits litiges	1485

218	Ordonnance n° 2011-1540 du 16 novembre 2011 portant transposition de la directive 2008/52/CE du Parlement européen et du Conseil du 21 mai 2008 sur certains aspects de la médiation en matière civile et commerciale	1494
219	Ordonnance n° 2015-1033 du 20 août 2015 relative au règlement extrajudiciaire des litiges de consommation	1498

QUATRIÈME PARTIE – **ARBITRAGE** 1507

SOUS-PARTIE I – **CONVENTIONS INTERNATIONALES** 1508

220	Convention de New York du 10 juin 1958 pour la reconnaissance et l'exécution des sentences arbitrales étrangères	1508
221	Convention européenne de Genève du 21 avril 1961 sur l'arbitrage commercial international	1512
222	Convention de Washington du 18 mars 1965 pour le règlement des différends relatifs aux investissements entre États et ressortissants d'autres États (CIRDI)	1521

SOUS-PARTIE II – **SOURCES INTERNES** 1536

223	Code de procédure civile : dispositions propres à l'arbitrage international (articles 1504 à 1527)	1536
224	Code de procédure civile : dispositions de l'arbitrage interne, rendues applicables à l'arbitrage international par renvoi de l'article 1506	1542

INDEX THÉMATIQUE 1549

LIENS VERS LES SITES DES INSTITUTIONS ET DES ÉTATS DES RATIFICATIONS 1588